



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUŁ.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Projet de solidarité internationale - Projet "clés en main : les territoires face aux enjeux de la gestion durable de l'eau" - Convention de partenariat multipartite avec Occitanie Coopération - Convention d'attribution de subvention - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (dite « loi OUDIN-SANTINI ») offre la faculté à l'Agence de l'Eau et aux collectivités territoriales de mener des actions de coopération internationale, dans la limite de 1% de leurs ressources et avec le concours possible de leurs agents.

Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans deux domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi OUDIN-SANTINI - création du fonds Eau en 2015) : une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenue financièrement (180 000 €), ces financements de la Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C) ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : un projet en cours (Rufisque).

Depuis 2020, la Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères propose un appel à projets innovant, le « clés en main ». Il permet aux associations ou Groupements d'Intérêt Public ayant des collectivités membres de proposer des projets de coopération mutualisés, fédérant un minimum de cinq collectivités. Les réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA), tels que Occitanie Coopération, se sont ainsi positionnés pour faire émerger ces initiatives communes à plusieurs collectivités.

Occitanie Coopération a proposé à plusieurs collectivités du territoire régional, dont la Montpellier Méditerranée Métropole un projet mutualisé « clés en main ». Le réseau a identifié une thématique (la gestion intégrée des ressources en eau) et une zone géographique (la Méditerranée, notamment le Maroc et la Palestine) qui pourrait susciter l'intérêt de plusieurs collectivités et de leurs partenaires.

Les objectifs du projet « Clés en Main » sont les suivants :

- Faciliter les échanges entre les collectivités d'Occitanie, du Maroc et de la Palestine, sur la thématique de la gestion durable de l'eau ;
- Favoriser l'émergence de nouvelles coopérations et consolider les coopérations existantes en cohérence avec les enjeux du territoire ;
- Assurer une gestion durable et intégrée des ressources en eaux sur les différents territoires et participer à l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies.

De par son format, le projet vise également à favoriser la dynamique de coopération internationale avec d'autres collectivités du territoire régional (Métropoles, Région, Départements, EPCI, Communes), autour d'un enjeu majeur en Méditerranée : la gestion de la ressource en eau, sur lequel la Région et les acteurs du territoire régional disposent d'une forte expertise (Pôle Aquavalley, BRL notamment).

Pour atteindre ces objectifs, le projet prévoit notamment, l'accueil de délégations en Occitanie et notamment à Montpellier, et réciproquement l'envoi de délégations françaises au Maroc et/ou en Palestine. Ces rencontres seront l'opportunité d'un partage d'expériences et d'expertises entre élus, agents des collectivités et experts issus du milieu universitaire, associatif ou économique.

Les autres collectivités partenaires de ce projet sont les suivantes : Région Occitanie, le Département de

l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer.

La mise en œuvre opérationnelle de ce projet est confiée à Occitanie Coopération.

Afin d'entériner ces accords, il est proposé la signature de deux conventions :

- Une convention de partenariat multipartite, entre, d'une part, Occitanie Coopération, et, d'autre part, Montpellier Méditerranée Métropole et les autres collectivités partenaires engagées dans le projet. Cette convention précise les aspects opérationnels et financiers du projet ;
- Une convention de partenariat spécifique avec Occitanie Coopération qui précise les modalités d'octroi de la subvention estimée maximum à 8000 €.

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) contribue à la mise en œuvre du projet pour un montant de 90 000 €, soit un maximum de 50 % du budget total du projet. Le cofinancement est constitué de la contribution des collectivités parties prenantes, de la contribution d'Occitanie Coopération et de contributions valorisées représentant maximum 30% du budget total du projet. Le temps de travail des agents et élus passé sur le projet sera comptabilisé dans la partie des contributions volontaires du budget, grâce aux attestations fournies par les collectivités à Occitanie Coopération.

De ce fait, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole se fera, au même titre que les autres collectivités partenaires, à deux niveaux :

- Une subvention de 8 000 € maximum qui servira aux dépenses de coordination générale du projet et à la facilitation des échanges entre les partenaires d'Occitanie, palestiniens et marocains ;
- Une valorisation de ses dépenses de personnel et de leurs missions, pour une dépense totale estimée à 7 500 € maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Occitanie Coopération, Région Occitanie, le Département de l'Aude, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Colomiers et la Commune d'Argelès sur Mer ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre Occitanie Coopération et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Clare HART, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-201667-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat multipartite_Les territoires face aux enjeux de la gestion durable de leau_Clés en main_170322 (002).pdf
- Convention de fonctionnement spécifique - Projet clés en Main M3M_OC (002).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.